

Loïc Ramirez

***Pour lutter contre le chômage des jeunes, la Biélorussie applique une recette plutôt atypique en Europe : son gouvernement garantit un premier emploi aux diplômés. Héritage de l'économie planifiée soviétique, cette institution fait partie d'un socle de droits auxquels la population reste attachée.***

[...] Située dans le nord du pays, aux confins de la Lettonie et de la Russie, [Navapolatsk] a été érigée en 1958 [...] C'est dans cette ville de près de cent mille habitants que Mme Kossaïa a été affectée pour deux ans comme professeure de piano. « *J'ai étudié au conservatoire de Minsk. À l'issue de mes cinq ans de formation, je souhaitais travailler dans la capitale, mais on m'a envoyée ici.* »

Elle fait référence au système d'affectation obligatoire après les études, le *raspredelenie*, qui signifie littéralement « répartition ». Créé à l'époque soviétique et partiellement maintenu après l'indépendance du pays, en 1991, ce dispositif répond, selon l'article 83 du code de l'éducation, à l'« *exigence de protection sociale des jeunes diplômés et à la satisfaction des besoins en spécialistes, ouvriers et employés des branches de l'économie et de la sphère sociale* ». En 2018, il a concerné 19 300 étudiants, soit environ 60 % de ceux qui ont quitté les bancs de l'université [...]. Le principe est simple. Chaque établissement d'enseignement supérieur ouvre aux bacheliers un certain nombre de places gratuites, distribuées en fonction de leurs résultats : les meilleurs sont les premiers servis. En contrepartie, ils doivent, à la fin de leurs études, travailler deux ans à un poste généralement assigné par leur centre universitaire, n'importe où en Biélorussie. Médecins, ingénieurs, comptables, professeurs, journalistes : aucune profession n'échappe au dispositif.

En garantissant un premier emploi à une partie de sa jeunesse, la Biélorussie a fait un choix à contre-courant des recettes libérales appliquées dans le reste de l'Europe, où les gouvernements prétendent lutter contre le chômage des jeunes en rabotant leurs salaires ou en flexibilisant leurs contrats.. [...]

Les institutions financières internationales jugent son secteur public obèse. La préservation de certains acquis sociaux soviétiques a pourtant contribué à la longévité au pouvoir du président Alexandre Loukachenko, qui tient le pays d'une main de fer depuis 1994. De l'héritage communiste, le régime de M. Loukachenko a également retenu [...] une détestation de l'oisiveté, qui n'est pas étrangère à son souci de trouver une occupation utile à sa population en âge de travailler, surtout si elle est jeune et potentiellement turbulente.

### ***Le statut de « jeunes spécialistes »***

Sans surprise, les autorités vantent donc les mérites du *raspredelenie*. « *L'affectation obligatoire est avant tout un avantage accordé aux étudiants*, affirme Mme Irina Starovoïtova, vice-ministre de l'éducation [...]. *D'une part, l'État est dans l'obligation de leur garantir un travail à la fin de leurs études. D'autre part, ils obtiennent le statut de "jeunes spécialistes" et reçoivent à ce titre une prime en complément de leur salaire.* » Une appréciation que ne contredisent pas la plupart des jeunes interrogés. Certains nous ont bien confié leur crainte

d'être nommés dans une contrée reculée, loin de leur famille et de leurs amis, mais sans pour autant critiquer le principe du dispositif.[...]

La préservation d'un système de placement des jeunes sur le marché du travail témoigne du choix qu'a fait la plus russe des républiques soviétiques de conserver certaines institutions de son ancienne économie planifiée. La Biélorussie, qui jouissait à l'époque du plus haut niveau de développement humain (revenu, alphabétisation, espérance de vie) et industriel d'URSS, n'a jamais été un foyer de contestation du pouvoir central de Moscou. En 1991, elle a obtenu son indépendance presque par surprise, emportée par la vague nationaliste qui agitait ses voisins (pays baltes, Ukraine). S'est alors ouverte une période de transition durant laquelle le gouvernement intérimaire, dirigé par M. Stanislaw Chouchkievitch, a lancé une première vague de privatisations.

En 1994, à la surprise générale, la première élection présidentielle donne un coup d'arrêt à cette politique libérale. M. Loukachenko renforce le pouvoir exécutif et remet l'État au centre de la vie économique. Aujourd'hui, les entreprises publiques regroupent 50 % des salariés et génèrent 60 % de la production nationale. Mais le gouvernement se préoccupe également d'attirer des investisseurs étrangers, notamment en provenance d'Europe de l'Ouest, afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie, qui lui livre les hydrocarbures à bas prix essentiels à son industrie.[...]

Pour vanter les mérites de ce libéralisme très encadré, l'administration peut avancer quelques solides arguments. Classé par les Nations unies parmi les États à « *très haut niveau de développement* », le pays a affiché au milieu des années 2010 des taux de croissance flirtant avec les 10 %, sans que les inégalités se creusent excessivement. Si 6 % de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté, ce taux reste bien inférieur à celui de son plus riche voisin, la Pologne (14,8 %). Les personnes sans emploi représentent 5 % de la population en âge de travailler (hors étudiants et retraités). Il s'agit du seul indicateur disponible permettant d'approcher le taux de chômage, puisque l'État rechigne à reconnaître cette catégorie d'« oisifs ». [...]

Pour s'adapter aux lois du marché, le *raspredelenie* s'est assoupli au fil des années. Uniquement vouées à répondre aux demandes du colossal secteur public à l'époque de l'URSS, les affectations peuvent aujourd'hui également se faire au sein du secteur privé. Il suffit qu'une entreprise se déclare « *en demande de cadres* » auprès des autorités. [Aux yeux des autorités] le *raspredelenie* permet avant tout de lutter contre la désertification en zone rurale et dans les petites villes. [...]

### ***Chômeurs à l'amende [...]***

L'effondrement des effectifs universitaires (de 430 000 en 2013 à 268 000 en 2019) du fait de l'arrivée des classes creuses à l'âge des études peut expliquer l'adhésion des entreprises privées au dispositif. Pourtant, l'État peine parfois à placer les diplômés à des postes qui correspondent à leurs qualifications, notamment en sciences humaines ou physiques, domaines dans lesquels seuls 80,7 % et 76,8 % d'entre eux, respectivement, trouvent un débouché en rapport avec leur spécialité (contre 88,4 % en moyenne).

[La suite de l'article traite des travaux collectifs, les soubbotniki, et plus généralement de la lutte contre l'oisiveté, parfois répressive : était donné l'exemple de l'amende de 460 roubles frappant quiconque n'ayant pas d'emploi déclaré pendant 6 mois]